

Unité départementale de la Somme
53, rue de la Vallée
80040 Amiens Cedex 1

Amiens, le 19/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EUROLYSINE

60 RUE DE VAUX
CS 18018
80000 Amiens

Références : -
Code AIOT : 0005101887

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/02/2026 dans l'établissement EUROLYSINE implanté 60 RUE DE VAUX CS 18018 80000 Amiens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROLYSINE
- 60 RUE DE VAUX CS 18018 80000 Amiens
- Code AIOT : 0005101887
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société EUROLYSINE est classée Seveso Seuil Haut, dans la zone industrielle d'Amiens Nord, et

produit des acides aminés par fermentation à destination de l'alimentation animale.

Thèmes de l'inspection :

- SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 1 | Formation – Organisation générale | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1 | Sans objet |
| 2 | Formation – Plan de formation (élaboration) | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1 | Sans objet |
| 3 | Formation – Plan de formation (contenu) | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1 | Sans objet |
| 4 | Formation – Plan de formation (suivi) | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1 | Sans objet |
| 5 | Formation – Evaluation | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1 | Sans objet |
| 6 | Formation – Entreprises extérieures | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'entreprise EUROLYSINE assure le suivi des formations réalisées par les employés de la société et par les employés des entreprises sous-traitantes. Les besoins et demandes de formation des salariés sont prises en compte. Les formations en matière de sécurité et liées aux risques présents sur le site sont assurées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Formation – Organisation générale

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, SGS |
| Prescription contrôlée : Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité : 1. Organisation, formation [...] Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées. |

Constats :

L'exploitant déclare que le service Hygiène Sécurité Environnement (HSE) de la société EUROLYSINE définit les besoins et le contenu des formations. Le service Ressources Humaines (RH) quant à lui est chargé de l'organisation des formations. Lorsque les sessions de formation sont organisées, les informations sont transmises aux différents managers du site, qui inscrivent les collaborateurs aux différentes sessions de formation. Les besoins en formation des salariés du site sont définis l'année n-1 pour les formations de l'année n. Un logiciel de suivi des formations nommé FOEDERIS est utilisé par la société EUROLYSINE. De plus, l'exploitant tient à jour un tableau reprenant les formations essentielles et obligatoires selon les types de postes.

L'ensemble du personnel présent sur site est concerné par la prévention des risques majeurs. Un accueil sécurité, durant lequel les risques majeurs existants sur le site sont expliqués, est réalisé pour toute personne intervenant sur site. L'ensemble du personnel du site réalise les formations risques chimiques et explosion ATEX (accueil sécurité ou formation professionnelle continue selon le poste occupé). Seule la fonction "Responsable administratif et financier" est exempté de la formation explosion ATEX, car le poste est cantonné au bâtiment administratif. Une partie du personnel reçoit une formation de sensibilisation à l'ammoniac et l'autre partie du personnel reçoit une formation professionnelle continue risque chimique dont ammoniac.

Dans le cas d'une nouvelle installation, une formation est dispensée. Par exemple, en 2022, la société EUROLYSINE a remplacé les bacs de stockage d'acide chlorhydrique (HCL). Une nouvelle procédure a donc été réalisée, présentée et expliquée aux opérateurs. De plus, un système de limitation du débit d'évaporation par la mise en place d'une couche de boules plastiques creuses dans la rétention des bacs d'HCL a été réalisé. Les opérateurs ont reçus une information concernant l'utilité de ces boules plastiques et la nécessité de ne pas les écraser lorsqu'une opération doit être réalisée dans la rétention.

Un opérateur est désigné sur le site pour effectuer le contrôle régulier des boules plastiques. Les fréquences de contrôle sont intégrées à la GMAO (Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur) de maintenance du site.

Lors de l'organisation des formations, les sessions ne sont pas remplies volontairement pour permettre d'avoir de la marge en terme de nombre de participants. Ainsi, les nouveaux arrivants ou le personnel absent lors des précédentes sessions de formation peuvent intégrer les sessions non remplies.

Le personnel intérimaire reçoit l'accueil sécurité. Seul le personnel intérimaire présent depuis plusieurs mois et pressenti comme futur employé du site en CDI (Contrat à Durée Indéterminée) reçoit les formations professionnelles continues relatives aux risques chimiques et au risque ATEX selon le poste occupé, puis petit à petit les autres formations nécessaires au poste occupé. La majorité du personnel intérimaire du site occupe un poste dans les 3 unités de production. Les intérimaires sont formés à un poste unique au sein de l'unité de production, le poste le plus simple. Le personnel intérimaire est d'abord géré par un autre opérateur. L'opérateur est d'abord présent à 100% à ses côtés. Lorsque le responsable de l'unité juge que la personne en intérim est prête à réaliser ses fonctions en autonomie, l'opérateur accompagnant retourne travailler sur son propre poste, tout en restant disponible pour l'intérimaire en cas de nécessité, et en ayant un

regard sur son travail.

Le personnel en alternance pour une durée de 6 mois reçoit le même niveau de formation que le personnel intérimaire. Les alternants pour deux ans reçoivent les formations obligatoires en terme de sécurité et relatives au poste occupé.

Les stagiaires quant à eux observent et ne sont jamais seuls sur le site. Ils reçoivent l'accueil sécurité, mais ne sont pas formés au poste.

Du personnel d'entreprises sous-traitantes est également amené à intervenir sur site. Une partie du personnel d'entreprises sous-traitantes est présent en permanence sur le site (entreprises intervenantes extérieures sédentaires). L'autre partie est présente sur site de manière ponctuelle. Les formations de ce personnel ne sont pas suivies par le logiciel FOEDERIS. Les échéances de recyclage des formations sécurité sont enregistrées sur le badge du personnel des entreprises extérieures sédentaires. Lorsque les échéances de ces formations sont dépassées, le badge ne permet pas au personnel concerné de rentrer sur le site. Ce système permet à l'exploitant de recevoir l'alerte concernant l'échéance dépassée.

Chaque entreprise extérieure sédentaire fournit à la société EUROLYSINE la liste des formations et habilitation des salariés une fois par an. L'exploitant a par exemple présenté à l'inspection le tableau récapitulatif des formations réalisées par le personnel de la société sous-traitante FRIEDLANDER. La formation risques chimiques est rendue obligatoire: le personnel doit être habilité N1 ou N2. L'accueil sécurité est également obligatoire, ainsi que la sensibilisation ATEX. Les autres formations sont rendues obligatoire selon la fonction du personnel des entreprises extérieures sédentaires. De plus, au moins une personne dans l'entreprise sous-traitante doit être habilitée à signer les permis de travail ARPI (Analyse de Risque Permis d'Intervention). Les entreprises doivent être certifiées MASE (Manuel d'Amélioration Sécurité des Entreprises).

Les entreprises sous-traitantes qui interviennent de manière ponctuelle sur le site doivent être certifiées MASE. Les salariés doivent être formés aux risques chimiques (habilitations N1 et N2). Si les entreprises ne sont pas certifiées MASE, un questionnaire leur est soumis par la société EUROLYSINE pour connaître leur organisation en terme de sécurité. Le personnel de ces entreprises doit participer à l'accueil sécurité.

Pour chaque intervention de ces entreprises sous-traitantes, un permis de travail ARPI est réalisé par un donneur d'ordre de la société EUROLYSINE qui devient l'interlocuteur de l'entreprise intervenante. Le donneur d'ordre rappelle à l'intervenant la localisation du local de confinement le plus proche de sa zone d'intervention. Un badge est confié à chaque salarié intervenant sur site afin de connaître sa localisation en cas de déclenchement du POI (Plan d'Opération Interne). Si le salarié n'a pas badgé en salle de confinement en cas de déclenchement du POI, le donneur d'ordre est appelé par le poste de garde.

L'entreprise DALKIA, actuel salarié de la société SOCOPIC, en charge de la production de vapeur pour la société EUROLYSINE, devrait devenir entreprise sous-traitante sédentaire d'EUROLYSINE : un projet d'arrêté préfectoral de changement d'exploitant a été transmis au préfet. Le site exploité par la société SOCOPIC ferait partie intégrante de la société EUROLYSINE. L'organisation relative aux formations de ses salariés sera donc identique à l'organisation pour les entreprises

extérieures sédentaires. Cependant, le site ex-SOCOPIC restera clôturé et séparé des autres installations du site EUROLYSINE. Le personnel de la société ne possèdera pas de badge, et n'aura pas accès au reste du site, sauf autorisation particulière. Le POI de la société SOCOPIC est commun à la société EUROLYSINE. Un local de confinement existe dans la partie du site "ex-SOCOPIC". Ainsi, l'organisation en cas de déclenchement du POI ne sera pas modifiée.

Un salarié du site ayant récemment changé de poste au sein de la société EUROLYSINE pour intégrer le service HSE a été interrogé par l'inspection. Le salarié déclare qu'il avait déjà effectué certaines formations prise de poste, car il occupait déjà une partie de son temps sur la thématique SGS (Système de Gestion de la Sécurité) sur son poste précédent au SIR (Service inspection reconnu). Le manager de ce salarié a déjà identifié les formations qui seront nécessaires, en vue de l'entretien professionnel à venir. Le salarié déclare avoir réalisé en 2025 les recyclages des formations risques chimiques et ATEX. Il indique avoir également réalisé la formation nacelle en mars 2025. Le salarié indique ne jamais avoir eu de refus de formation de la part de ses managers. Concernant l'année 2026 le salarié indique avoir déjà reçu les convocations pour certaines formations. Concernant les formations dispensées par la société EUROLYSINE, le salarié indique qu'il trouve positif le mélange des niveaux d'expérience dans les différentes sessions de formation, ainsi que la participation des salariés lors des formations. Enfin, le salarié indique être correctement sensibilisé sur la sécurité industrielle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Formation – Plan de formation (élaboration)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1

Thème(s) : Risques accidentels, SGS

Prescription contrôlée :

Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :

1. Organisation, formation

[...] Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.

Constats :

Les formations sécurité sont adaptés aux risques existants au sein de la société EUROLYSINE. L'ensemble du personnel est associé aux plans de formation. En cas de modification de l'étude de danger du site, le service HSE évalue si l'organisation de nouvelles formations est nécessaire.

Des audits sont réalisés en interne afin d'évaluer si le personnel est capable de réagir en cas d'accident et de mettre en place les Mesures de Maîtrise des Risques (MMR). Sur 3 ans, les audits couvrent l'ensemble des MMR existantes sur le site.

A la fin des différentes sessions de formation, les retours oraux des participants sont demandés. L'exploitant indique avoir déjà modifié les entreprises intervenantes lors de formations suite au retour des salariés.

L'exploitant indique qu'en cas d'accident ou de presque accident, un bilan est réalisé afin de déterminer si des rappels de formation doivent être réalisés.

Par exemple, en avril 2023, un déversement accidentel d'effluents aqueux chargés en azote ammoniacal dans la rivière Somme a été constaté. Malgré l'identification de teneurs en azote jusqu'à 10 fois supérieures à la valeur limite autorisée dans le dernier bassin de traitement de la station d'épuration, l'exploitant n'a pas été en mesure de cesser le rejet de ces effluents non conformes vers la rivière. Suite à cet incident, l'exploitant déclare avoir effectué des rappels de formation en interne aux techniciens de la station d'épuration et aux opérateurs des unités de production.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Formation – Plan de formation (contenu)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1

Thème(s) : Risques accidentels, SGS

Prescription contrôlée :

Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :

1. Organisation, formation

[...] Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.

Constats :

Les formations réalisées en interne sont réalisées par des "experts métiers". Les salariés ont la possibilité de faire un retour oral sur les formations dispensées.

La formation risque chimique s'appuie sur les retours d'expériences suite à des accidents ayant eu lieu sur le site. Cette formation est co-construite avec l'organisme formateur (APAVE).

Les formations au poste comprennent dans leur programme la gestion des alarmes, des dérives. L'exploitant réalise également des exercices POI chaque année.

La formation risque chimique est adaptée au site et évoque plus particulièrement les risques liés aux produits présents sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Formation – Plan de formation (suivi)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1

Thème(s) : Risques accidentels, SGS

Prescription contrôlée :

| |
|--|
| <p>Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :</p> <p>1. Organisation, formation</p> <p>[...] Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le suivi des plans de formation individuels est assuré par les managers. Chaque manager établit les besoins en formation des salariés lors des entretiens professionnels de janvier et lors de la conversation de développement et de carrière qui a lieu courant mars - avril. Le salarié peut également faire part de ses besoins en formation.</p> <p>L'exploitant indique que dès l'année 2026, les entretiens professionnels auront lieu courant novembre - décembre pour que le plan de formation puisse être construit au mieux. Actuellement, le plan de formation est établi avant les entretiens professionnels, puis mis à jour en fonction des besoins identifiés par les salariés.</p> <p>L'exploitant indique que les échéances de formation ne sont pas dépassées pour les salariés d'EUROLYSINE, sauf en cas d'absence des salariés à des sessions de formation pour des raisons telles que l'arrêt maladie par exemple. L'exploitant signale que le logiciel de suivi FOEDERIS permet de s'assurer que les échéances sont respectées.</p> <p>L'exploitant s'est fixé un objectif: au moins 90% des sessions de formation programmées doivent être honorées. Il indique que 97% des sessions ont été honorées en 2025.</p> <p>Lorsqu'un salarié était absent à une formation habilitante, il ne peut plus effectuer la mission en lien avec la formation. Par exemple, si un salarié est absent à la formation CACES (Certificat d'Aptitude à la Conduite En Sécurité), il ne peut plus manipuler les engins. D'ailleurs, l'exploitant explique que la conduite des engins nécessitant le CACES s'effectue après avoir badgé. En cas de dépassement de l'échéance de formation, le badge ne permet plus de démarrer l'engin.</p> <p>De manière générale, lorsqu'un salarié est absent lors d'une session de formation, l'exploitant essaye au maximum de faire réaliser la formation à un autre salarié.</p> <p>Un Comité Opérationnel de Sécurité (COS) réunit une vingtaine de managers une fois par mois. Le COS est l'occasion de faire le point, service par service, sur les formations réalisées.</p> <p>Les plans de formation sont révisés tous les ans. L'inspection n'a pas vérifié de plan de formation individuel, mais a consulté le tableau des formations sécurité par fonction. Lorsqu'une forte demande de formation est faite par les salariés du site, le service RH peut ouvrir une session en cours d'année, car un budget supplémentaire est prévu pour ce genre de situations.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 5 : Formation – Evaluation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, SGS |
| Prescription contrôlée : |

| |
|---|
| <p>Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :</p> <p>1. Organisation, formation</p> <p>[...] Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que les managers valident les formations au poste des salariés. De plus, certaines formations sont évaluées par un questionnaire de fin de formation (ex: formation ATEX). Si le questionnaire n'est pas rempli correctement, la formation doit être réalisée à nouveau.</p> <p>Pour maintenir les connaissances, l'exploitant effectue des rappels. Les salariés peuvent également remonter leur besoin en terme de recyclage de formation.</p> <p>Avant l'intervention en autonomie d'un nouvel opérateur, celui-ci est formé par un autre opérateur/formateur. Les opérateurs qui peuvent former un collègue sont les opérateurs ayant de l'ancienneté, des compétences pédagogiques, et qui sont polyvalents sur l'ensemble des postes de l'unité de production.</p> <p>Avant l'intervention en autonomie, une validation doit être réalisée par le responsable d'unité.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 6 : Formation – Entreprises extérieures

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, SGS</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :</p> <p>1. Organisation, formation</p> <p>[...] Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant fait appel à des entreprises habilitées et formées, comme le précise le constat formulé au point de contrôle n°1. En cas de matériel défaillant après l'intervention d'une entreprise extérieure, l'exploitant identifie le point bloquant, et peut décider de changer d'entreprise sous-traitante si les compétences des salariés sont remises en cause.</p> |

L'exploitant explique, pour le cas des soupapes, que les interventions de maintenance réalisées par les entreprises extérieures sont validées par le SIR. De manière générale, pour les interventions réalisées par les entreprises extérieures, le service maintenance d'EUROLYSINE effectue une validation après l'intervention.

Type de suites proposées : Sans suite